

*Coordination*ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 21 avril 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la comparution et à la représentation des parties en justice, au droit de plaider et au droit de consulter", a donné en sa séance du 20 juin 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e April 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de verschijning en de vertegenwoordiging in rechte van partijen, het recht om te pleiten en het recht om consult te geven", heeft ter zitting van 20 Juni 1951 het volgend advies gegeven:

Article 1er.

L'article 1er du projet prévoit que les personnes morales comparaissent par leurs organes légaux ou statutaires. Le Conseil d'Etat se demande si par cette disposition, le projet entend déroger aux dispositions légales qui permettent à ces organes de déléguer leurs pouvoirs à des tiers, comme le prévoit notamment l'article 13 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Article 2.

Il y a lieu de préciser la notion de représentation "en justice". L'exposé des motifs, en déclarant que la règle énoncée par l'article 2 "s'applique à toutes les juridictions proprement dites", ne donne aucune précision à cet égard.

Le projet ne paraît viser que les juridictions de l'Ordre judiciaire, à l'exclusion des juridictions administratives. Si l'intention du Gouvernement était différente, il y aurait lieu de l'exprimer dans le texte et d'admettre éventuellement devant les commissions administratives, notamment devant les commissions d'appel de pensions de vieillesse et les commissions de réclamation en matière de chômage et en matière d'assurance-maladie-invalidité, la représentation par des personnes qualifiées autres que les avocats.

+

+

+

.../...

Suivant l'exposé des motifs, "le projet entend conserver aux avoués le rôle qu'ils ont aujourd'hui et n'apporter sur ce point aucune modification à la législation existante". L'article 2 confirme cette intention.

Cependant, l'article 8 abroge certaines dispositions qui permettent aux parties de se faire représenter par un avoué, notamment devant les tribunaux de commerce (loi du 18 juin 1869, article 62, et Code proc.civ., article 421) et devant les conseils de prud'hommes (loi du 9 juillet 1926, article 62).

+

+ +

En accordant aux conjoints, parents et alliés des parties, les droits de représentation devant toutes les juridictions, le projet semble s'appliquer également aux juridictions répressives. Il ne semble pas que telle soit l'intention du Gouvernement.

+

+ +

Le littéra c fait mention des organisations syndicales sans préciser les organismes visés par ces termes. Ceux-ci comprennent d'autres associations professionnelles que celles des travailleurs.

+

+ +

Il est à remarquer qu'aux termes du projet, toute personne quelconque peut représenter les sociétés commerciales en qualité de fondé de pouvoir.

+
+ +

Article 3.

Il y a lieu de préciser si les articles 85 et 470 du Code de procédure civile s'appliqueront dorénavant aux conjoints, parents et alliés des parties. Dans l'affirmative, l'article 3, littera c, devrait être rédigé autrement.

Article 4.

L'article 4 du projet réserve en principe aux avocats, professeurs d'université ou chargés de cours, notaires et avoués, le droit de donner des consultations ou des conseils juridiques ainsi que d'élaborer des conventions pour des tiers.

Il interdit de manière absolue à quiconque de coopérer à l'intentement d'une action ou d'un recours quelconque si ce n'est en prêtant son assistance à un avocat.

Le droit de délivrer des consultations n'est actuellement réglementé que dans trois cas : la requête civile doit être accompagnée d'une consultation de

trois avocats exerçant depuis dix ans au moins (article 495 du code de procédure civile); à la requête en revision d'une condamnation doit être joint l'avis motivé de trois avocats à la Cour de cassation ou de trois avocats à la Cour d'appel ayant au moins dix années d'inscription au tableau (article 443 du code d'instruction criminelle); le tuteur ne peut transiger que de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le procureur du Roi (article 467 du code civil). Ces trois jurisconsultes ne doivent pas nécessairement être des avocats (Cass., 3 décembre 1846, Pas. 1848, I. 230; Revue de droit belge, 1890, 696).

Selon Edmond Picard, hormis ces cas, "toutes sortes de personnes, plus ou moins instruites, peuvent donner des consultations aux gens qui leur en demandent" (Manuel de la profession d'avocat, p.235).

+

+ +

Aucune objection constitutionnelle ne peut être faite contre un projet de loi qui réglemente une profession ou qui en interdit même l'exercice.

Il appartient éventuellement au législateur qui interdit l'exercice d'une profession de prévoir des mesures transitoires pour sauvegarder les droits acquis, à moins que l'intérêt public n'impose une suppression immédiate et totale de l'activité jugée nuisible.

Ainsi la loi du 30 décembre 1950 a, sur avis du Conseil d'Etat, réglementé l'industrie diamantaire dans le but de supprimer le travail à domicile. Aux termes de l'article 2 de cette loi, nul ne peut faire travailler le diamant, ni le travailler à son propre compte, s'il n'est porteur d'une autorisation spéciale dont l'octroi est déterminé par arrêté royal.

Toutefois, cette loi ne sauvegarde pas les situations acquises des diamantaires qui travaillaient à domicile dans des conditions jugées nuisibles. Par contre, le projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique (Doc. Chambre 1950-1951, n°503) qui interdit en principe l'exercice simultané de la médecine et de la pharmacie, sauvegarde les droits acquis : il autorise tout médecin qui tenait régulièrement un dépôt de médicaments à le maintenir à l'usage exclusif de ses malades aussi longtemps qu'il reste établi dans la même commune.

+

+ +

Lorsque le Gouvernement a déposé le projet de loi organisant l'industrie diamantaire, il invoqua la nécessité de sauvegarder une industrie nationale, essentiellement exportatrice et source importante de devises étrangères.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi sur le cumul médico-pharmaceutique, le Gouvernement invoque l'intérêt des malades, qui exige la séparation des deux professions.

En l'espèce, la motivation du projet est fort laconique. Il invoque la nécessité de protéger l'exercice de la profession de l'avocat, auxiliaire indispensable de la justice.

+

Selon l'exposé des motifs, le projet accorde aux avocats des garanties comparables à celles que la loi accorde déjà aux autres professions libérales, tels les médecins et les architectes. Le projet révèle cependant des différences notables avec les précédents invoqués.

En effet, la loi du 20 février 1939 oblige les particuliers à recourir aux services d'un architecte pour l'établissement des plans et le contrôle des travaux pour lesquels une autorisation de bâtir est requise. Si elle punit d'une amende quiconque s'attribue publiquement le titre d'architecte sans y avoir droit, elle permet aux ingénieurs et même aux officiers du génie et d'artillerie d'agir en qualité d'architecte.

D'autre part, la loi du 25 juillet 1938 réserve l'exercice de l'art de guérir aux docteurs en médecine inscrits au tableau de l'ordre des médecins. Elle admet toutefois tous les porteurs du diplôme à s'inscrire à cet ordre. L'inscription ne peut être refusée à un docteur en médecine que s'il s'est rendu coupable d'un fait dont la gravité mérite la peine de l'interdiction définitive de pratiquer l'art de guérir en Belgique (article 2, alinéa 2). La loi prévoit expressément qu'aucune sanction disciplinaire ne peut être fondée sur le fait "d'être rattaché à un organisme veillant aux soins médicaux à donner à des groupements ou à une catégorie de personnes" (article 5).

+

+ +

Selon l'exposé des motifs, l'article 4, alinéa 1er, ne s'applique pas si la personne consultée est liée au consultant par un lien de subordination ou d'association. Un associé peut donc donner un avis juridique à l'association dont il est membre. Une firme peut continuer à s'adresser aux employés attachés à ses propres services du contentieux.

L'exposé des motifs illustre par des exemples ce qu'il faut entendre par tiers au sens de l'article 4.

Le Gouvernement semble donc vouloir interdire au docteur en droit attaché au service du contentieux d'une société de donner des conseils juridiques aux filiales de cette société. De même, le projet semble interdire au secrétaire d'une organisation mutualiste nationale d'éclairer l'affilié d'une section locale sur ses droits à une pension ou à des allocations de maladie.

De même, encore, le secrétaire d'une organisation interprofessionnelle fédérée sur le plan national ne pourra donner de conseils juridiques aux membres d'un syndicat.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'interprétation de la notion de tiers laisse subsister des incertitudes et qu'il y a lieu, en conséquence, de définir cette notion avec plus de précision.

+
+ +

L'article 4, alinéa 2, tempère la rigueur de l'interdiction prévue à l'alinéa 1er, en autorisant quiconque exerce une profession autre que celles d'avocat, de professeur ou chargé de cours de droit, de notaire ou d'avoué, de donner accessoirement des conseils ou de rédiger les conventions nécessitées par l'exercice de leur profession. Selon l'exposé des motifs, un expert comptable ou un conseiller fiscal pourront donner à un client l'avis juridique nécessaire à la solution d'un problème technique qui leur est soumis et dresser la convention qui donne à cet avis une forme concrète.

.../...

On peut se demander ce qui est "nécessairement impliqué" par l'exercice de la profession de conseiller fiscal et ce qui ne l'est pas. La même question peut se poser au sujet de l'activité des sociétés fiduciaires et de celle de beaucoup d'autres professions.

+
+ +

L'article 4, alinéa 2, ne fait pas allusion à l'exercice d'une fonction. Le Conseil d'Etat est d'avis que le projet n'a pas pour effet d'interdire aux fonctionnaires des administrations de donner comme par le passé, dans le cadre de leurs fonctions, des conseils d'ordre juridique aux personnes qui s'adressent à eux.

Ainsi, par exemple, l'officier de l'état civil pourra, comme par le passé, donner des conseils juridiques à ceux qui veulent contracter mariage par devant lui. Les ingénieurs de l'organisation technique du travail ou les fonctionnaires de l'administration de l'hygiène pourront, comme par le passé, donner des conseils concernant la réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L'assistante sociale pourra indiquer à l'indigent les démarches à faire pour obtenir les allocations et indemnités qui lui semblent dues.

+
+ +

L'article 4, in fine, interdit d'une manière absolue à quiconque n'est pas professeur, notaire ou avoué, de "coopérer à l'intentement d'une action"

.../...

sans l'assistance d'un avocat.

Ces termes n'ont aucun sens juridique précis. Le Conseil d'Etat est d'avis que la notion de coopération devrait être précisée.

Article 6.

Cet article autorise la répétition de la rétribution des actes accomplis en violation de l'article 4. Cette rétribution est donc considérée comme dépourvue de cause licite. Le principe énoncé par l'article 6 est absolu et s'applique à l'acte isolé.

Or, selon l'exposé des motifs, l'article 6 "assortit la sanction pénale de sanctions civiles". On pourrait en inférer que la sanction civile ne s'applique que dans le cas où il y a lieu à sanction pénale, c'est-à-dire en cas d'habitude.

Article 7.

Cet article interdit à l'officier ministériel de prêter son concours à des personnes agissant pour le compte de tiers en vue du recouvrement de créances en justice.

Le commissionnaire d'une firme ou le courtier ne pourra donc charger directement un huissier de recouvrer une créance née d'une opération traitée pour son mandant. La portée de l'article 7 est donc plus large que celle que lui donne l'exposé des motifs, où il est uniquement question d'écarter du prétoire les agents d'affaires.

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt dat de rechtspersonen verschijnen door hun wettelijke of statutaire organen. De Raad van State vraagt zich af of het ontwerp door die bepaling afwijken wil van de wetsbepalingen krachtens welke bedoelde organen hun bevoegdheid aan derden kunnen overdragen, zoals met name het geval is in artikel 13 van de wet van 27 Juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerken en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Artikel 2.

In dit artikel zou het begrip van de vertegenwoordiging "in rechte" moeten worden toegelicht. De verklaring in de memorie van toelichting dat de in artikel 2 gestelde regel "toepasselijk is op alle eigenlijke rechtscolleges", brengt op dat punt geen nadere toelichting.

Het ontwerp schijnt alleen de gerechten van de rechterlijke orde te bedoelen en de administratieve rechtscolleges uit te sluiten. Is dit niet de opvatting van de Regering, dan dient men zulks in de tekst uit te drukken en eventueel vóór de administratieve commissies vertegenwoordiging door andere bevoegde personen dan advocaten toe te staan, namelijk vóór de commissies van beroep voor ouderdomspensioenen en vóór de klachtencommissie inzake werkloosheid en inzake verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

+

+

+

.../...

Luidens de memorie van toelichting is het de bedoeling van het ontwerp aan de pleitbezorgers de rol te laten die hun thans is toebedeeld en op dit punt geen enkele wijziging aan de bestaande wetgeving te brengen. Die bedoeling wordt door artikel 2 bevestigd.

Niettemin heft artikel 8 sommige bepalingen op welke partijen toelaten zich door een pleitbezorger te laten vervangen, namelijk vóór de rechtbanken van koop-handel (wet van 18 Juni 1869, artikel 62, en Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, artikel 421) en vóór de werkrechtshraden (wet van 9 Juli 1926, artikel 62).

+
+ +

Waar het ontwerp aan de echtgenoten, bloedverwanten en aanverwanten van partijen recht tot vertegenwoordiging voor alle gerechten verleent, schijnt het daarin eveneens de strafgerechten te begrijpen. Dit schijnt niet de bedoeling van de Regering te zijn.

+
+ +

In littera c is sprake van de syndicale organisaties zonder dat de door die bewoordingen bedoelde organismen nader worden bepaald. Daartoe behoren andere beroepsverenigingen dan die van de arbeiders.

+
+ +

.../...

Op te merken valt dat luidens het ontwerp iedereen als gemachtigde de handelsvennootschappen kan vertegenwoordigen.

Artikel 3.

Hier dient duidelijk te worden gezegd of de artikelen 85 en 470 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering voortaan van toepassing worden op de echtgenoten, bloedverwanten en aanverwanten van partijen. Zo ja, dan zou men artikel 3, littera c, anders moeten stellen.

Artikel 4.

Artikel 4 ~~behoudt~~, in beginsel, aan de advocaten, professoren of docenten, notarissen en pleitbezorgers, het recht voor om rechtskundige consultaties of rechtskundige raad te geven alsmede om overeenkomsten voor derden uit te werken.

Het vaardigt voor iedereen absoluut verbod uit mede te werken aan het instellen van enige rechtsvordering of aan het aanwenden van enig rechtsmiddel tenzij door hun bijstand te verlenen aan een advocaat.

Het recht om consultaties te geven, is thans slechts in drie gevallen geregeld : bij het request civiel moet worden gevoegd een consultatie van drie advocaten met ten minste tien jaar praktijk (artikel 495 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering) ; bij de aanvraag tot herziening van een veroordeling, moet een met redenen omkleed gunstig advies zijn gevoegd van drie advocaten bij het Hof van verbreking of van drie advocaten bij het Hof van beroep, met ten minste tien

.../...

jaar inschrijving op de lijst (artikel 443 van het Wetboek van strafvordering); de voogd kan slechts dadingen aangaan op het advies van drie rechtsgeleerden, aangewezen door de procureur des Konings (artikel 467 van het Burgerlijk Wetboek). Deze drie rechtsgeleerden moeten niet noodzakelijk advocaten zijn (Verbr., 3 December 1846., Pas. 1948.I.230; Revue de droit belge, 1890, 696).

Buiten die gevallen, aldus Edmond Picard, "toutes sortes de personnes, plus ou moins instruites, peuvent donner des consultations aux gens qui leur en demandent" (Manuel de la profession d'avocat, p. 235).

+
+ +

Tegen een ontwerp van wet dat een beroep regelt of zelfs de uitoefening er van verbiedt, kan geen grondwettelijk bezwaar worden ingebracht.

Het is eventueel de taak van de wetgever die de uitoefening van een beroep verbiedt, overgangsmatregelen te bepalen tot bescherming van verkregen rechten, tenzij het met het oog op het openbaar belang nodig is de nadelig geoordeelde werkzaamheden onmiddellijk en volledig af te schaffen.

Zo heeft de wet van 30 December 1950, waarover de Raad van State advies heeft uitgebracht, de diamantnijverheid geregeld met het doel de huisarbeid af te schaffen. Luidens artikel 2 van die wet, mag niemand diamant laten

.../...

bewerken, noch het voor eigen rekening bewerken, tenzij hij houder is van een bijzondere machtiging, welke verleend wordt onder de voorwaarden bepaald bij koninklijk besluit.

Deze wet beschermt echter niet de verkregen toestanden van de diamantbewerkers die in nadelig geachte omstandigheden thuis werkten. Het ontwerp van wet betreffende de medisch-pharmaceutische cumulatie daarentegen (Doc.Kamer 1950-1951, n^r 503), dat in beginsel de gelijktijdige beoefening van de geneeskunde en van de artsennijbereidkunde verbiedt, beschermt verkregen rechten : het machtigt ieder geneesheer die een regelmatig gevestigd geneesmiddelen depot hield, dit in stand te houden, uitsluitend ten behoeve van zijn zieken, zolang hij in dezelfde gemeente gevestigd blijft.

+

+ +

De Regering, bij het indienen van het ontwerp van wet tot regeling der diamantnijverheid, wees op de noodzakelijkheid een nationale nijverheid te beschermen die hoofdzakelijk voor de uitvoer werkte en belangrijke bron van buitenlandse deviezen was.

In de memorie van toelichting bij de wet betreffende de medisch-pharmaceutische cumulatie legt de Regering de nadruk op het belang van de zieken, dat scheiding van de twee beroepen vergt.

Wat het onderhavig ontwerp betreft, is de motivering uiterst laconiek. Het ontwerp beroept zich op de noodzakelijkheid de uitoefening van het beroep van advocaat die van het gerecht een onontbeerlijk medewerker is, te beschermen.

+

.../...

+ +

Volgens de memorie van toelichting, verleent het ontwerp aan de advocaten waarborgen die kunnen vergeleken worden met die, bij de wet reeds aan de beoefenaars van andere vrije beroepen zoals geneesheren en architecten toegekend. Het vertoont nochtans merkelijke verschillen met de ingeroepen precedënten.

De wet van 20 Februari 1939 immers verplicht de particulieren een beroep te doen op een architect voor het opmaken van de plannen en het toezicht op de werken waarvoor een bouwvergunning is vereist. Ofschoon zij ^{met geldboete straft} al wie zich in het openbaar de titel van architect aanmatigt zonder daartoe gerechtigd te zijn, toch staat zij aan de ingenieurs en zelfs aan de genie- en de artillerie-officiëren toe als architect op te treden.

Anderzijds, behoudt de wet van 25 Juli 1938 de uitoefening van de geneeskunst voor aan de doctors in de geneeskunde die in de tabel van de orde der geneesheren zijn ingeschreven. Zij staat evenwel alle houders van het diploma toe zich in die orde in te schrijven. De inschrijving kan aan een doctor in de geneeskunde niet worden geweigerd dan wanneer hij zich schuldig heeft gemaakt aan een feit waarvan de zwaarwichtigheid het definitief verbod, de geneeskunde in België uit te oefenen, verdient. (artikel 2, tweede lid). De wet bepaalt uitdrukkelijk dat geen tuchtmaatregel mag worden gegrond op het feit dat "een geneesheer gehecht is aan een organisme dat de hand houdt aan het verstrekken van geneeskundige zorgen aan groeperingen of aan een categorie van personen" (artikel 5).

+

+

+

.../...

Volgens de memorie van toelichting is artikel 4, eerste lid, niet van toepassing, indien de geraadpleegde persoon ondergeschikt is aan of verenigd met de raadplegende persoon. Een vennoot kan dus een rechtskundig advies geven aan de vereniging waarvan hij lid is. Een firma mag zich verder wenden tot de bedienden die aan haar eigen dienst voor geschillen zijn verbonden.

In de memorie van toelichting wordt met voorbeelden duidelijk gemaakt wat onder derden, in de zin van artikel 4, dient te worden verstaan.

Het schijnt dus in de bedoeling van de Regering te liggen, een doctor in de rechten die aan de dienst voor geschillen van een vennootschap is verbonden, te verbieden aan de filialen van die vennootschap rechtskundige raad te verlenen. Het ontwerp schijnt eveneens de secretaris van een nationale mutualiteit te verbieden een lid van een plaatselijke afdeling voor te lichten omtrent zijn rechten op een pensioen of op uitkeringen wegens ziekte.

Evenmin mag de secretaris van een nationaal vakverbond rechtskundige raad geven aan de leden van een vakbond.

De Raad van State is van advies dat er na de interpretatie van het begrip "derden" nog onzekerheid blijft bestaan en dat dit begrip derhalve nauwkeuriger dient te worden omschreven.

+

+

+

.../...

In het tweede lid van artikel 4 wordt het strenge verbod, zoals het in het eerste lid voorkomt, verzacht door om het even wie een ander beroep dan dat van advocaat, professor of docent in de rechts-wetenschap, notaris of pleitbezorger, uitoefent, te machtigen bijkomstig raad te geven of de overeenkomsten vereist door het uitoefenen van hun beroep op te maken. Volgens de memorie van toelichting mag een accountant of een belastingconsulent aan een cliënt het rechtskundig advies geven dat voor de oplossing van een hun voorgelegd technisch probleem nodig is en de overeenkomst opmaken die dat advies een concrete vorm geeft.

Men kan zich afvragen wat wel en wat niet "noodzakelijk meegebracht" wordt door de uitoefening van het beroep van belastingconsulent. Dezelfde vraag kan men zich stellen in verband met de werkzaamheid der accountantskantoren en met die van veel andere beroepen.

+ + +

Artikel 4, tweede lid, behelst geen zinspel-
ling op de uitoefening van een ambt. Naar het advies van de Raad van State, verbiedt het ontwerp niet dat de bestuursambtenaren, zoals voorheen, in het raam van hun ambt rechtskundige raad verstrekken aan personen die zich tot hen wenden.

Zo bijvoorbeeld mag de ambtenaar van de burgerlijke stand, zoals voorheen, rechtskundige raad verstrekken aan degenen die voor hem een huwelijk willen aangaan. Evenzo mogen de ingenieurs van de technische arbeidsorganisatie of de ambtenaren van het bestuur der volksgezondheid, zoals voorheen, raad geven inzake reglementering op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke bedrijven, en mag de sociale

.../...

assistente de behoeftige inlichten omtrent de stappen welke hij moet doen om de uitkeringen en vergoedingen, waarop hij recht schijnt te hebben, te bekomen.

+
+ +

Artikel 4, in fine, verbiedt op absolute wijze aan alwie geen professor, notaris of pleitbezorger is, "mede te werken aan het instellen van om het even welke rechtsvordering" zonder de bijstand van een advocaat.

Een nauwkeurige juridische betekenis hebben deze woorden niet. De Raad van State adviseert dat het begrip medewerking nadere omschrijving behoeft.

Artikel 6.

Dit artikel machtigt tot terugvordering van "de bezoldiging van de in strijd met de bepalingen van artikel 4 verrichte handelingen". Van die bezoldiging wordt dus aangenomen dat zij geen geoorloofde oorzaak heeft. Het beginsel neergelegd in artikel 6 is absoluut en is op een alleenstaande handeling toepasselijk.

Volgens de memorie van toelichting echter, "voegt artikel 6 burgerlijke sancties bij de straf-sanctie". Hieruit zou men kunnen afleiden dat de burgerlijke sanctie niet toepasselijk is buiten het geval waarin een strafsanctie moet worden genomen, dit is in geval van gewoonte.

Dit artikel verbiedt de ministeriële ambtenaar zijn medewerking te verlenen aan personen die voor rekening van derden handelen, om in rechte schuld-vorderingen in te vorderen.

De commissionnair van een firma of de makelaar kan dus niet rechtstreeks aan een deur-waarder opdracht geven tot het terugvorderen van een schuldvordering, ontstaan uit een voor zijn lastgever behandelde zaak. Artikel 7 heeft dus een ruimere toepassing dan er aan gegeven wordt door de memorie van toelichting, waar alleen sprake is van "de zaakwaarnemers ... uit de rechtzaal verwijderd te houden ...".

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, de Heren :	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
E. VAN DIEVOET, J. MERTENS,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la ver- De overeenstemming tussen
sion française et la version néer- de Franse en de Nederlandse
landaise a été vérifiée sous le tekst werd nagezien onder toe-
contrôle de M. SUETENS. zicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUETENS.

de la Justice.
van Justitie.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

Le

1951.

De

1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.